

MOSTAFA TERRAB

PDG, OCP

Mostafa TERRAB, PDG, OCP

Le groupe OCP est une entreprise d'engrais qui, relevant l'enjeu mondial de la sécurité alimentaire, cherche à donner un sens à divers chiffres. Vous les connaissez tous probablement, cependant, il est toujours bon de les répéter. Quel est l'enjeu et comment peut-on mesurer l'enjeu de la sécurité alimentaire ? Nous parlons des changements climatiques ainsi que de leurs implications avant la fin du siècle mais regardons plus près de nous, à l'horizon 2050.

En 2050, la population mondiale comptera entre 9 et 10 milliards d'habitants. Les dernières estimations parlent de 9,6 à 9,7 milliards de bouches à nourrir. D'ailleurs, la moitié de cette croissance viendra d'Afrique, qui représentera une augmentation de 1 à 1,5 milliards d'habitants en 2050. Ce n'est que dans 35 ans. Les terres arables sont limitées et n'augmenteront que très peu alors que la population, elle, ne cessera d'augmenter. Ce qui signifie que nous allons devoir doubler notre production alimentaire, sans que les terres arables disponibles, elles, ne doublent. L'enjeu est énorme et il signifie qu'il faudra probablement augmenter la production ou le rendement sur la même quantité de terres arables. Cet enjeu considérable arrivera dans seulement 35 ans, si l'on en croit les chiffres.

Au niveau mondial, quelles sont les politiques mondiales ? Comme vous l'avez dit, cher Kemal, la sécurité alimentaire est au cœur des ODD mais, dans la pratique, les politiques mondiales sauront-elles atteindre cet objectif ? Pour cela, je souhaite revenir un instant sur l'Afrique. Comme je viens de le dire, l'Afrique fera augmenter la population mondiale de 1 à 1,5 milliards d'habitants d'ici à cet horizon et Kemal a associé le problème au continent africain. À l'échelle mondiale, si l'on associe le problème de la sécurité alimentaire à l'Afrique, c'est négatif. En observant les chiffres, vous arriverez rapidement à la conclusion que l'Afrique fera partie de la solution mondiale, et pas seulement du problème. Les chiffres montrent qu'une quantité des terres arables restant au monde sont en Afrique. Les estimations disent que 60 % des terres arables sont en Afrique. Vous comprendrez donc vous aussi que nous avons besoin d'une approche mondiale sur le plan agricole, qui soit essentiellement centrée sur l'Afrique. L'Afrique peut aider à nourrir le monde, si je me peux m'exprimer ainsi.

Y sommes-nous déjà ? Non. Nous sommes en train de réagir sporadiquement ou à court terme à des situations à court terme. Les dernières émeutes qui ont eu lieu à cause de la faim en Afrique remontent à 2008, si je me rappelle bien. Par conséquent, la sécurité alimentaire et le développement du secteur agricole en Afrique deviennent une priorité, même si, pour parler franchement, il ne s'agit que d'une priorité de courte durée dans l'agenda mondial. Des réunions sont organisées, mais, concrètement, quels sont les investissements faits en Afrique dans le secteur agricole ? J'ai bien peur que nous ne soyons loin de relever le défi. Pendant des décennies, la Banque mondiale n'a pas adopté de mesures dans le domaine agricole. Jusqu'en 2008, lorsque le rapport annuel principal portait sur l'agriculture. Cependant, si l'on observe concrètement le nombre d'instruments qui ont été investis en Afrique et dans l'agriculture, ceux-ci sont très limités au regard de l'ampleur des enjeux.

Mon deuxième point relie ce problème de la sécurité alimentaire à l'impératif de faire de l'Afrique une partie de la solution à certains des problèmes dont nous avons parlé. Par exemple, dans la journée de débat d'hier, nous avons parlé du futur et de ce que sera le futur du Moyen-Orient. Nous devrions aussi parler du futur de l'Afrique, qui est un point crucial. Nous en avons parlé du point de vue de la sécurité. Si nous regardons les enjeux actuels du point de vue de la sécurité, Youssef nous a alertés sur le fait que les solutions doivent être pluridimensionnelles. Vous ne pouvez pas résoudre ces problèmes uniquement du point de vue de la sécurité, de la politique ou même de la religion. Nous avons déjà évoqué comment « déconstruire » ces idées reçues, et c'est chose faisable. Néanmoins, hier, il manquait une quatrième patte, si je peux m'exprimer ainsi, au moins au sens large, qui est le problème du développement économique.

Dans quelle mesure, la crise en Syrie, en Libye et tous les événements dont nous sommes les témoins aujourd'hui avec l'exode vers l'Europe sont liés aux enjeux politiques ou de démocratisation ? Dans quelle mesure cela est-il lié au

manque fondamental d'opportunités économiques pour les jeunes ? Après tout, c'est pour ces raisons que le « Printemps arabe » a commencé. Imaginez les conséquences si nous ne résolvons pas les enjeux du développement rural et agricole en Afrique. Nous ne ferions que renforcer l'exode rural qui est déjà en cours. Grâce à Dieu, bon nombre de pays africains continuent d'avoir une population rurale s'élevant à 60-70 %. Cependant, celle-ci tend à quitter la campagne pour la ville, ville qui ne lui offre pas les opportunités qu'elle attendait. L'exode rural vers les villes s'est transformé en exode à travers toute la Méditerranée. Soyons honnêtes avec nous-mêmes, si nous ne contribuons pas au développement rural et agricole en Afrique, le défi de la sécurité dont nous avons parlé hier ne fera simplement que s'aggraver.

Je conclurai mon intervention par un petit point qui peut se révéler technique mais pas tant que cela. Comment résoudre l'enjeu du développement agricole en Afrique ? Il existe deux extrêmes et nous avons vu que les intentions sont là, ainsi que l'envie de remédier aux problèmes. 60 % des terres sont arables mais, actuellement, non utilisées. Certains disent : « Passons à une agriculture intensive, mécanisée et à grande échelle ». Cela constituera probablement une partie de la solution. Mettons la technologie à profit pour résoudre le problème.

Néanmoins, je voudrais préciser que ceci ne ferait qu'augmenter les problèmes de sécurité et ruraux. En effet, ce type d'agriculture ne fait que réduire énormément le besoin de main-d'œuvre et, de ce fait, accélère l'exode rural. L'autre solution, qui pourrait la bonne, est un mélange de deux approches. Il faut miser sur les petites exploitations agricoles, en leur offrant des systèmes agricoles et une agriculture de précision et à plus petite échelle. Je sais qu'un grand nombre de pays africains sont déjà en train de relever ce défi et l'Éthiopie en fait partie, pour ne citer qu'un exemple. Voilà, j'ai terminé.

Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Le dernier point sur ce choix, bien que vous ayez dit que les deux approches étaient nécessaires, soulève une question importante. Mais il y a également toute la question de lutter contre la faim. Il est essentiel d'aider les populations souffrant de la faim à produire, et non pas seulement à s'autosuffire. Si les gens ont faim, ils doivent être nourris, mais nous sommes également conscients de la nécessité de produire et non pas seulement les nourrir. Il s'agit d'un autre aspect du problème sur lequel je reviendrai plus tard dans le débat.